

Francis Delpérée

*1968, des lieux et des dates*

Rien de tel pour fixer les idées que la référence à quelques lieux et le rappel de quelques dates.

— Paris, le vendredi 3 mai 1968.

Je suis au Quartier latin mais je vis dans une bulle. Celle de la rédaction puis de la soutenance d'une thèse. Alors que le vieux monde s'écroule, une seule chose compte à mes yeux. L'accomplissement du rite universitaire pour franchir la porte de l'*Alma Mater* louvaniste et y rester à vie. Tout se passa comme prévu. Même si, comme dans le théâtre d'avant-garde, le décor changeait en même temps que se développait l'action.

Je ne suis pas pour autant resté indifférent à la révolution politique et sociale de '68. Gay-Lussac est une perpendiculaire de Soufflot. Le Panthéon, face à la vénérable

faculté de droit, juxte la Sorbonne. Sans parler de l'Odéon, aux lisières du Luxembourg. La rive gauche de la Seine brûlait d'un même feu. Au propre comme au figuré.

Je l'ai vite compris. Rien ne serait plus « comme avant ». En France comme ailleurs. Une culture nouvelle faisait irruption dans une société figée dans les certitudes de l'après-guerre, dans le confort d'une Europe qui n'était pas encore élargie et des succès économiques des *sixties*.

L'heure était aux changements, sinon aux chambardements. Il ne servait à rien d'épiloguer sur les causes du phénomène. Sur ses facettes ou ses dérives. Mieux valait en prendre son parti, L'université parisienne, puis française s'est trouvée en première ligne. De mire, bien entendu.

Loin de moi l'idée que l'enseignement dispensé n'était pas de qualité. Les professeurs étaient excellents, les cours stimulants, les manuels exceptionnels, le public — venu du monde entier — motivé.

Le choc n'en fut que plus rude. L'incompréhension régnait en maître. « *Nous sommes les meilleurs. Comme à l'habitude, nous sommes prêts à dispenser aux nouvelles générations notre savoir, y compris nos interrogations et nos critiques. Si nécessaire, nous pouvons adapter nos méthodes. Notre ambition reste d'amener des cohortes d'étudiants au même degré d'excellence que le nôtre. Quelle meilleure préparation à l'exercice d'un métier ! Quel plus beau service rendu à la société !* »

L'idée d'un dialogue avec les étudiants, mieux encore : d'une participation de leur part aux structures de décision et de gestion, n'était, cependant, pas de saison. « Le pouvoir ne se partage pas », m'a confié un mandarin. Seules les réformes imposées par Edgar Faure permettront de changer les institutions et de modifier les pratiques. Pour composer, si possible sur une base pluridisciplinaire, des « unités d'enseignement et de recherche ». Pour leur conférer une

réelle autonomie de gestion en échange de formes inédites de participation, y compris celle des étudiants.

— Louvain, le vendredi 2 février 1968.

Bref retour en arrière, assorti d'un séjour au pays. Comme chaque année, Louvain fête la *Sedes sapientiae*. C'est le jour choisi par l'évêque de Bruges, Mgr De Smedt, pour déclarer qu'il s'est, jusqu'alors, « *lourdement trompé* » quant à l'avenir de l'Université. Le coup de Jarnac est d'autant plus rude qu'il était inattendu. Il accrédite le *Walen buiten*. Il incite à commettre le « péché contre l'esprit » que ne cessera de dénoncer Mgr Massaux. Les autorités politiques entérineront bientôt la cassure d'une institution multiséculaire et organiseront le déménagement des Francophones en terres wallonne et bruxelloise.

Une plaie s'est ouverte. Elle n'est pas cicatrisée. Oserai-je dire : au contraire. L'affaire de Louvain est le signe avant-coureur d'une lame de fond nationaliste. Elle annonce les réformes — c'est un euphémisme — que la Belgique va connaître dans ses structures institutionnelles — à partir de 1970 — et dans ses composantes politiques — avec la division des partis qui se présentent au Parlement et qui aspirent à composer le gouvernement. Un fédéralisme rugueux, sans les soupapes que pourrait inspirer un réel esprit de collaboration, s'installe. Il ne fera que croître et embellir.

Des rapprochements ou des collaborations s'esquissent aujourd'hui entre les universités issues du divorce. Il faut s'en féliciter. De là à y voir l'hirondelle qui annonce un printemps académique et, surtout, l'amorce de rapprochements au plus haut niveau de l'État, il y a un pas que je ne saurais franchir. Sur le terrain politique, '68 fut un début. Selon le slogan de la Sorbonne, le combat continua, fût-ce de manière moins spectaculaire. Le fossé n'a cessé de s'élargir. Jusques à quand ?

— Paris, le dimanche 7 février 1965.

Nouveau retour en arrière. Les Belges (et les Luxembourgeois) de Paris auraient-ils montré l'exemple ? Et amorcé, sans le savoir ou sans le vouloir, « Mai 68 » ? Ont-ils, en particulier, préparé la révolution des mœurs des années 70 ?

Nous sommes à la Fondation Biermans-Lapôtre, mieux connue sous le nom de « Maison belge », à la Cité universitaire du boulevard Jourdan<sup>1</sup>.

Les résidents de l'époque ont préparé un cahier de revendications. Matérielles (la baisse des loyers) et institutionnelles (la participation des étudiants au conseil d'administration). Le moins que l'on puisse dire c'est que le propos reste modéré. Une autre suggestion met le feu aux poudres : la reconnaissance d'un droit à la mixité, en ce compris — faut-il le préciser ? — dans les chambres de la Cité.

Cette fois, le propos fait scandale, en particulier à la Maison belge. Faut-il rappeler que, dans la Belgique d'alors, l'enseignement primaire et secondaire est dispensé dans des classes unisexes, qu'au niveau universitaire, « les filles » occupent des places assignées au premier rang de l'amphi', que tous les cours sont dispensés par des hommes et que les « kots » sont organisés pour ne pas permettre un droit de visite ?

L'hiver 65, au bord du périphérique, et le printemps '68, au Quartier latin, annonçaient-ils la révolution, accompagnée de la libération, sexuelle de la décennie suivante ? Plusieurs phénomènes concourent à l'évolution des esprits. La science médicale apporte ses découvertes et ses techniques dans le domaine de la procréation. L'éducation ouvre, ensuite, ses

---

<sup>1</sup> P. Van den Dungen et S. Jaumain, *Biermans-Lapôtre. Histoire d'un mécène et de sa fondation*, Bruxelles, Racine, 2013.

portes à des étudiantes qui, une fois diplômées, n'auront de cesse de réclamer un statut égalitaire, sur tous les plans. Enfin, la parole sur le corps se libère. Elle n'hésite pas à bousculer la morale et la pudeur, telles qu'elles étaient entendues jusque-là. L'on y voit des évolutions concomitantes plutôt qu'une réaction en chaîne.

\*

Pierre Bachelet résume mon histoire : *En ce temps-là j'avais vingt ans / J'avais vingt ans éternell'ment / L'amour chantait sa carmagnole / En montant la rue des Écoles*. Un nouveau monde, le nôtre, naissait sous nos yeux, parfois embués de gaz lacrymogène. Il nous fallait désormais apprendre à vivre.

## DOSSIER « 1968 EN BELGIQUE »

Frédéric Saenen

### *J'avais moins cinq ans en 1968*

Les calendriers, les dates, les chronologies, sont autant de découpages arbitraires – parce que culturels –, des repères, des outils d'*appréhension*, non de compréhension, du temps. Ils ne font pas sens *en soi*. Réduire donc les tournants de l'histoire à une année, voire à un mois, si dense en événements fussent-ils, serait absurde. Pourtant, il est des passages du compteur qui ont des résonances plus magiques que d'autres, quasi incantatoires : prononcez « 1789 », « 1848 », « 1870 », « 14-18 », « 40-45 », ou encore « Mai 68 », et quel cortège d'ombres se lève alors...

Si l'évènement labellisé « Mai 68 » appartient à la France, le millésime 1968 a quant à lui concerné le monde entier, de Mexico à Prague en passant par Louvain, Bruxelles – et même Liège. En Belgique, l'éviction de la section francophone de l'UCL a provoqué des remous violents dès

le mois de janvier. L'affaire de Louvain tiendra le pays en haleine jusqu'à la fin de l'année civile, puisque c'est le 19 novembre que sont reconnues deux universités distinctes, la KUL et l'UCL, et que le conseil d'administration de l'ULB décide à son tour de dédoubler l'université le 13 décembre.

En février, le gouvernement chute ; dans la perspective des élections législatives qui s'annoncent en conséquence, le Parti wallon s'élargit aux dimensions d'un Rassemblement tandis que le Parti social-chrétien se déchire, les deux ailes du parti, PSC et CVP, ayant présenté chacune un programme différent... Le 24, la seconde intervention chirurgicale subie par la Reine Fabiola est un échec, le verdict se confirme, elle n'aura jamais d'enfant. Il est déjà certain qu'en cas de décès de Baudouin, son frère Albert sera désigné pour monter sur le trône, si ce n'est que, à l'époque, le Prince de Liège avait décidé d'abandonner ses prérogatives et de confier la charge à son fils Philippe !

Les élections de mars voient le recul des trois partis traditionnels, même si le PSC-CVP sort vainqueur. Le premier ministre démissionnaire Vanden Boyenants est désigné formateur et les négociations débouchent sur la formation d'un gouvernement Eyskens (CVP)-Merlot (PSB). Avril marque le calme avant la tempête : le roi inaugure le canal de Ronquières, sur lequel reposent les espoirs de toute une région pour relancer son économie moribonde.

La Flandre semble tenir le haut du pavé, en cette année des 125<sup>e</sup> Fêtes gantoises, instaurées en 1843 par le conseil communal de la ville qui désirait organiser sa propre kermesse. Succès indémenti depuis. À Bruges, en juillet, s'inaugure la Première Triennale d'art moderne, qui met à l'honneur l'abstraction lyrique, d'Alechinsky à Panamarenko. Le romancier libre-penseur Gerard Walschap reçoit des mains de la reine Juliana le Prix des Lettres néerlandaises. La conscience flamande s'affirme, entre tradition et modernité ;

elle se cabre aussi, entre passé et présent, quand il s'agit de revenir sur la question des inciviques. Pas moins de 60 000 manifestants se réunissent à l'appel de la Volksunie le 27 octobre à Anvers, afin d'obtenir l'amnistie. Des vitres de la grande synagogue de la ville volent en éclats...

Le vent de Mai 68 aura bien sûr soufflé sur les étudiants, mais aussi sur les artistes... Se souvient-on que Marcel Broodthaers et Roger Somville furent parmi la cinquantaine de plasticiens à occuper la salle de sculpture du Palais des Beaux-Arts, considéré comme un exécrationnable symbole de la culture de classe à la solde du capitalisme ? Depuis, les cotes des casseroles de moules laquées et les fresques hantées de personnages aux yeux globuleux sous bannières rouge vif se sont envolées, et l'art dit « contemporain » est loin d'être devenu un art « comptant pour rien »...

Et moi, où étais-je cette-année-là ? J'avais moins cinq ans en Mai 68, et c'est en fait la commémoration des vingt ans de l'événement qui a eu un réel impact sur ma vie profonde, je veux parler de ma vie de lecteur. J'avais donc quinze ans quand, en mai 1988, j'achetais en librairie mon premier numéro du magazine *Historia*. La photo de couverture avait sauté au visage de l'adolescent mal dégrossi que j'étais : elle figurait la silhouette vue de dos d'un jeune insurgé, saisi en plein bond au moment de projeter un pavé vers quelque cohorte de CRS. Je découvrais, sur papier glacé, la mémoire des révoltes anciennes, le plaisir de feuilleter l'album souvenir d'une époque qui dépassait ma propre existence ; il y avait donc eu une Histoire avant moi, et des hommes jeunes m'avaient donc précédé sur cette planète ? À quinze ans, je n'ai pas retiré grand-chose de la lecture du dossier, bondé d'acronymes sous lesquels se dissimulaient d'éphémères groupuscules œuvrant à l'avènement des lendemains qui chantent et qui se dissoudraient après quelques semaines d'agitation... Par contre, je me suis pris, dès ce moment,



de passion pour l'archive, les photos jaunies, la mémoire en noir et blanc, et ne m'en suis jamais départi.

Mai 68 aura fait de moi un fêru du passé. On a vu des révolutions avoir des contre-effets autrement absurdes ou tragiques, non ?

Et vous, vous étiez où en 1968 ?

Mark Eyskens

***Vers une KUCL ?***

*C'est avec émotion que je dédie cet article à la mémoire de France Bastia, directrice emblématique de La Revue Générale, capable grâce à ses multiples talents et son dévouement d'inspirer une équipe œuvrant par les idées et par les mots à décoder ce qui se passe dans notre société complexifiée et à préconiser ce qui devrait advenir, dans une perspective d'amélioration de la condition humaine. Avec André Goosse, elle forma un couple incarnant merveilleusement culture et cordialité.*

La scission totale de l'Université Catholique de Louvain, dès 1968, après la chute du gouvernement Vanden Boeynants, suite à l'interpellation à la Chambre par le député Jan Verroken et l'avènement d'un nouveau gouvernement, présidé par Gaston Eyskens, furent l'aboutissement d'une

des plus graves crises communautaires que la Belgique ait connues.

Les conséquences furent considérables. Les partis politiques nationaux volèrent en éclats, particulièrement à cause du traumatisme encouru par la communauté francophone. Le slogan flamand « *Walen buiten* » – cette « obscénité », selon le leader des étudiants gauchistes flamands, Paul Goossens, et un cri de guerre pas très chrétien – avait profondément blessé l’opinion publique en francophonie Belge. Du côté flamand, l’expulsion des francophones de Leuven fut considérée comme nécessaire afin d’arrêter définitivement toute ambition de francisation de la province du Brabant, Bruxelles demeurant l’épicentre d’une menaçante tâche d’huile francophone. La frontière linguistique avait bel et bien été fixée en 1962 mais ayant comme contrepartie, dans le cadre d’un compromis à la belge, l’octroi de facilités linguistiques aux minorités, parfois des majorités francophones habitant la périphérie bruxelloise.

Les successives coalitions de partis politiques, se transformant en partis régionaux, ont après 1968, de réforme de l’État en réforme de l’État, œuvré à créer une structure étatique belge fédérale, mais ayant des caractéristiques confédérales tout à fait évidentes, comme la disparition des partis nationaux et l’absence d’une hiérarchie des normes ainsi que d’une procédure efficace d’arbitrage des conflits d’intérêts entre les entités fédérées du pays.

Vu dans le rétroviseur, il est évident que les acteurs et agitateurs de mai 68 ont commis quelques erreurs d’appréciation. Ceux qui ont cru que la vague contestataire opposée aux excès de la société de consommation, du capitalisme multinational et de l’autoritarisme des élites, constituant un mouvement largement international, allait museler, voire étouffer en Belgique les revendications

nationalistes de l'opinion publique flamande, se sont trompés. En Flandre, les critiques formulées par la mouvance gauchiste de mai 68, influencée par des penseurs comme Marcuse, Sartre et des révolutionnaires comme Che Guevara, à l'égard des élites au pouvoir et des classes bourgeoises ont été – notamment grâce au soutien des médias – transformées en rejet de la bourgeoisie francophone. C'est surtout en France que « mai 68 » ébranla le pouvoir en place incarné par le président De Gaulle, lequel toutefois, après quelques hésitations, parvint à reprendre la situation en main. En même temps il y eut la révolte anti-communiste à Prague, durement réprimée par l'armée soviétique et le pacifisme aux États-unis. La révolte de mai 68 s'éteignit toutefois et laissa surtout comme héritage une prise de conscience écologique, par après partagée par la plupart des partis politiques.

Un autre facteur sous-estimé en Belgique en 1968 fut l'énorme expansion future de la population estudiantine, suite au phénomène démographique de la hausse des naissances après la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Mais il y eut aussi le succès de la politique de démocratisation des études et la féminisation de la population estudiantine. Quand je faisais mes études universitaires à Louvain dans les années 50, l'Université comptait 15.000 étudiants, francophones et néerlandophones réunis. Aujourd'hui la KUL en compte 50.000 et l'UCL 30.000, soit un total de 80.000 étudiants, ce qui implique un multiplicateur d'au moins 5. Il fallait donc de toute évidence pour des raisons purement matérielles songer à la décentralisation géographique de l'Université Catholique établie à Leuven.

Beaucoup d'observateurs du drame de Louvain, chrétiens engagés, déploraient que l'université catholique la plus importante du globe, soit dépecée, suite à des conflits communautaires, voire micro-nationalistes, dont les origines historiques n'étaient pas toujours bien comprises. Force est

de constater que le mouvement de mai 68 coïncida avec un considérable effort de modernisation de l'Église Catholique, tant dans sa doctrine que dans son organisation, et cela suite aux conclusions du Concile Vatican II, convoqué par le pape Jean XXIII en 1962. La science et la recherche scientifique obtinrent progressivement une autonomie et une indépendance totales par rapport à l'enseignement et les dogmes de l'Église Catholique. Ce qui rendait l'existence d'une université d'obédience catholique beaucoup moins évidente.

Plusieurs dirigeants de la communauté francophone ont essayé de convaincre l'opinion publique flamande qu'une scission de cette grande université, une des plus anciennes du monde, allait inévitablement réduire le prestige et le rayonnement d'une université purement flamande. Ils invoquaient le manque de tradition historique d'une KUL, appelée à devenir l'université du Hageland, installée dans la bonne ville de Leuven, dorénavant réduite à son rôle de capitale mondiale de la bière. Il est vrai que le premier recteur flamand et laïque de la KUL, le professeur Piet De Somer, brillant scientifique, à l'origine de l'introduction en Belgique du vaccin contre la poliomyélite, était sensible à l'argument d'une hyper-régionalisation de la nouvelle université néerlandophone. Il y avait évidemment l'exemple des grandes universités aux Pays-Bas dont la qualité était internationalement très appréciée et qui collectionnaient les prix Nobel. C'est la raison pour laquelle les dirigeants de la KUL ont d'emblée mis l'accent sur la nécessité de promouvoir la recherche et d'établir une coopération très intense avec les grandes universités et les importants centres de recherche dans le monde entier. Cela s'est fait avec grand succès (par exemple avec la création de l'IMEC, le centre de recherche micro-électronique, mondialement connu) au point que, dans les classements internationaux, la KUL

figure aujourd'hui en tête des universités belges et parmi les meilleures au niveau européen.

Un facteur largement sous-estimé en 1968 et qui a depuis lors considérablement contribué à l'essor international non seulement de la KUL mais de toutes les universités fut l'anglicisation, conséquence de la globalisation du monde sur le plan économique, politique et diplomatique, culturel et médiatique et bien entendu scientifique. Les échanges de professeurs, de chercheurs et d'étudiants, entre autres dans le cadre du programme Erasmus, ont fait sauter les carcans chers aux nationalistes. Les décrets linguistiques votés par le Parlement flamand afin de limiter la pratique de l'anglais au niveau de l'enseignement, voire des publications scientifiques, ont de moins en moins d'effets. L'anglais, devenu la *lingua franca* de la communauté scientifique, est dès lors de nature à estomper les identités linguistiques et à promouvoir la coopération.

C'est en 1972 que j'ai été nommé président du conseil d'administration de l'UCL-KUL, après une dévolution radicale de ses compétences vers les deux universités devenues autonomes, l'UCL et la KUL, hormis la responsabilité de gérer le départ de Leuven des facultés francophones et plus particulièrement de répartir équitablement les actifs, tant financiers que culturels de feu l'université unitaire. Malgré entre autres les tensions entre les deux recteurs, De Somer et Mgr Massaux, et les traumatismes très vifs, nous réussîmes bon an mal à séparer de commun accord le personnel, les comptes, les livres et documents de la bibliothèque centrale, les collections artistiques. Ces négociations toujours difficiles et parfois très complexes furent pour moi un exercice d'une très grande utilité pratique, car une excellente préparation à mes futures responsabilités gouvernementales dans un pays ultra communautarisé et où les cyniques n'ont pas

entièrement tort quand ils prétendent qu'en Belgique, on s'entend si bien parce qu'on se comprend si mal.

L'avenir, cinquante ans plus tard, est déjà fait de révolutions disruptives, surtout sur le plan scientifique et technologique, et nous oblige à tourner la page d'une séparation de combat entre la KUL et l'UCL afin d'œuvrer ensemble à la complémentarité de nos différences. Dans un monde qui est devenu notre village, les défis sont immenses, particulièrement en ce qui concerne l'éducation et la formation de la jeune génération. Face à l'avalanche de changements et de mutations dans tous les domaines, le challenge le plus important est d'ordre éthique : à savoir la transformation de tous ces changements et innovations en véritable progrès et en mieux-être pour le genre humain. Les valeurs chrétiennes peuvent y aider puissamment. Depuis quelque temps, la coopération entre nos deux universités catholiques s'est considérablement étendue et resserrée. Peut-être faut-il davantage structurer les convergences entre l'UCL et la KUL en envisageant la création d'une structure plus organisée à des fins de concertation et d'association. Un demi-siècle après le pénible conflit, ce ne serait pas une perte de temps de penser à une « KUCL », bien entendu fédérale, comme cela se doit dans notre pays, en respectant l'autonomie de chaque partenaire.